

[Texte]

We have no reason to be frightened, no reason to be afraid of the future. We have only reason to be afraid of a pace that does not permit us to satisfy the demands, both local and satellite, that subscribers have for the new services that they know—as you say—cable can bring them. That is the only thing we have to worry about.

The Vice-Chairman: I wonder, with your indulgence, Mr. Gingras, if we could give the last question to Mr. Burghardt?

Mr. Gingras: It is yours, sir.

Mr. Burghardt: Thank you, Mr. Chairman. Just for the record, I wanted to clarify one or two things.

To the witness, Mr. Chairman: When you made the statement earlier, in response to a question from my colleague from Thunder Bay, that cable is like a small lemon and there is not too much juice left in it to squeeze, I am wondering if you were protesting too much, really, in the matter of what it is costing you to operate, what your revenues might be. Do you feel it is that serious a situation, right at the moment?

Mr. Hind-Smith: As we stand here in May, 1983, we have seen a progressive picture in the last six years of declining growth. Albeit the industry has grown, it has grown at a declining rate.

• 1705

The return on our investment, our bottom line, has been getting smaller and smaller. I have quoted to you the \$18 million last reported for 1981. We think the 1982 figure will be lower still, because—and I use the word again—of the constraints placed on us by the regulatory authority. That is not to say that I am gloomy. I am extremely encouraged by the statement of government policy on March 1. I think it recognizes that cable can indeed regain the position of world leadership that it had five and ten years ago. This industry led the world, and it was allowed to stagnate to where it is now. I think the government recognizes that there is something . . . that cable becomes a central element in the delivery and encouragement of new products and new services for the subscriber. Provided the regulatory authority permits us to do that, I hope that in the five years ahead we will indeed fulfil the prediction the Minister of Finance made in his budget on April 19—that we will raise that amount of money for him five years from now, as he forecasts.

The Vice-Chairman: It is about time to close. I take that comment that you will raise those funds means the cable people will be paying it rather than the subscribers on that suggested tax.

Gentlemen, I . . .

[Traduction]

précisément l'un des avantages du câble, qui permet de le faire facilement et à peu de frais.

Nous n'avons aucune raison d'avoir peur de ce qui va arriver. La seule chose que nous pouvons craindre, c'est que l'évolution se fasse tellement vite que nous ne soyons pas en mesure de faire face à la demande de nouveaux services que nous feront les abonnés, que ce soit par les moyens traditionnels ou par le biais de retransmissions par satellites—comme vous le dites. C'est seulement cela qui nous inquiète.

Le vice-président: Monsieur Gingras, si vous le permettez, je voudrais donner à M. Burghardt l'occasion de poser la dernière question.

M. Gingras: Je vous en prie, monsieur.

M. Burghardt: Merci, monsieur le président. Je voudrais apporter quelques précisions.

En réponse à une question de mon collègue de Thunder Bay, vous avez comparé le câble à un petit citron dans lequel il ne resterait presque plus de jus, et je vous pose la question de savoir si, en fait, vous n'êtes pas en train de récriminer sur le coût de vos opérations, ainsi qu'à propos de vos revenus. La situation est-elle aussi grave maintenant?

M. Hind-Smith: Nous avons assisté à une diminution progressive de nos résultats au cours des six dernières années jusqu'à maintenant. Mais en soi, l'industrie a progressé, mais cette croissance n'a pas été spectaculaire.

Nos profits, c'est-à-dire le rendement de nos investissements, ont diminué de plus en plus. En 1981, je vous ai dit qu'ils avaient été de 18 millions. Je pense que pour 1982, ils seront inférieurs à ce chiffre, à cause—et je reviens sur le mot que j'ai utilisé avant—des restrictions qui nous ont été imposées par l'organisme de réglementation. Je ne voudrais pas que vous pensiez que je suis pessimiste. Je suis extrêmement encouragé par la politique du gouvernement qui a été annoncée le 1^{er} mars. Je pense que les compagnies de câblodistribution pourront regagner la position de tête de file qu'elles avaient il y a cinq et dix ans. Cette industrie a été la tête de file de l'industrie, et elle a périclité, pour en arriver à la situation actuelle. Je pense que le gouvernement reconnaît que les entreprises de câblodistribution représentent un secteur clé pour la prestation de certains services, pour encourager la vente de nouveaux produits ou de nouveaux services aux abonnés. Dans la mesure où l'organisme de réglementation nous permettra de le faire, j'espère que d'ici à cinq ans, nous aurons pu faire ce que le ministre des Finances a déclaré dans son budget du 19 avril—c'est-à-dire que nous serons parvenus à mobiliser suffisamment d'argent pour lui d'ici à cinq ans, comme il le prévoit.

Le vice-président: Nous arrivons à la fin de cette séance. Je note que vous avez dit que vous alliez mobiliser ces fonds, c'est-à-dire que ce sont les compagnies de câblodistribution qui paieront cette taxe proposée, plutôt que les abonnés.

Messieurs, . . .